

National Allied Golf Associations

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Pour favoriser la reprise et la croissance de l'économie, la National Allied Golf Associations (NAGA) recommande que le gouvernement modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* (LIR) pour permettre aux gens d'affaires faisant de la représentation auprès des clients de se prévaloir d'une déduction de 50 % au titre des droits d'entrée (« green fees ») et de la location de voitures de golf, ce qui assurerait une concurrence équitable avec les autres industries de représentation et d'accueil. Par suite de la réforme fiscale de 1971, et conformément à l'article 18.1.1 de la LIR, l'Agence du revenu du Canada n'autorise pas les déductions de dépenses effectuées par des gens d'affaires faisant de la représentation auprès de clients en les invitant à des clubs de golf. Il s'ensuit que les gens d'affaires tendent à éviter le golf uniquement pour des raisons de fiscalité. Le rôle de la LIR inclut la promotion du principe de l'équité, et elle ne devrait donc pas faire de discrimination à l'égard de l'industrie du golf. Il s'agit d'un élément inéquitable que nous ne pouvons plus admettre. Pour les 2 500 exploitants de terrains de golf du Canada, qui affrontent actuellement le marché le plus concurrentiel jamais observé dans l'histoire de l'industrie du golf, cette entrave fiscale injuste et ancienne ne peut plus être tolérée. La National Allied Golf Associations (NAGA) et ses associations membres demandent au gouvernement fédéral de corriger ce problème et d'établir un régime équitable pour l'industrie canadienne du golf. Il importe de signaler que cette industrie fait un apport important à l'économie, comme en témoignent les données suivantes. *L'industrie du golf est présente dans tous les territoires et toutes les provinces du pays et ajoute 11,3 milliards de dollars au produit intérieur brut. *L'industrie du golf représente 7,6 milliards du revenu des ménages au Canada, acquitte des impôts fonciers et d'autres impôts indirects d'une valeur de 1,2 milliard de dollars et ses employés acquittent des impôts sur le revenu de 1,9 milliard de dollars. Le gouvernement fédéral s'est engagé à réduire la paperasserie à laquelle les entreprises sont actuellement assujetties; les 2 500 terrains de golf du Canada ne peuvent pas bénéficier d'une concurrence équitable avec les autres industries où l'ARC reconnaît la nécessité de faire de la représentation auprès des clients. Il est indispensable que le gouvernement appuie les propriétaires de petites entreprises canadiennes puisqu'ils font un apport important au succès de l'économie du pays. En rayant de la *Loi de l'impôt sur le revenu* cet élément inéquitable adopté il y a 40 ans, le gouvernement stimulerait l'emploi et la croissance non seulement dans l'industrie du golf, mais dans de nombreux secteurs, et ce, à peu de frais pour le Trésor fédéral.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Il importe au plus haut point que le gouvernement appuie plus fermement les exploitants de petites entreprises en vue de promouvoir la création d'emplois au Canada. Directement ou indirectement, l'industrie du golf emploie plus de 340 000 Canadiens, dont une part substantielle est composée de jeunes : plus de 43 % des personnes qui y travaillent sont des étudiants. L'industrie du golf contribue ainsi au financement de leurs études collégiales ou universitaires et leur procure une précieuse expérience de travail. En modifiant la *Loi de l'impôt sur le revenu* et en permettant la déduction des dépenses de représentation auprès de clients sur des terrains de golf, le gouvernement se trouverait à encourager les gens à faire davantage des affaires sur un terrain de golf, ce qui entraînerait la création de nouveaux emplois au pays. Les exploitants des 2 500 terrains de golf du Canada sont présents dans presque toutes les collectivités et régions du pays, de sorte que cette modification fiscale relativement mineure aura des conséquences positives partout au pays.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Si le ministère des Finances modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* en vue de permettre aux gens d'affaires faisant de la représentation auprès de clients de déduire 50 % de leurs droits d'entrée (« green fees ») et des frais de location de voiturette, il en résulterait une concurrence équitable avec les autres industries de divertissement et d'accueil. Une telle modification permettrait à l'industrie du golf, un employeur et un agent économique de grande importance, d'être plus productif et d'embaucher plus de gens. Comptant plus de 6 millions de participants, le golf est non seulement le sport le plus important du Canada, il est aussi une passerelle pour les affaires. Les relations d'affaires établies sur les terrains de golf se traduisent chaque année par des contrats de plusieurs milliards de dollars. En supprimant le préjugé antigolf injuste et ancien de la LIR, le gouvernement fédéral rendrait un grand service à la productivité de notre économie, et ce, sans qu'il en coûte au Trésor fédéral.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?